



le monde
libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

hebdomadaire

N° 324 JEUDI 20 SEPTEMBRE 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

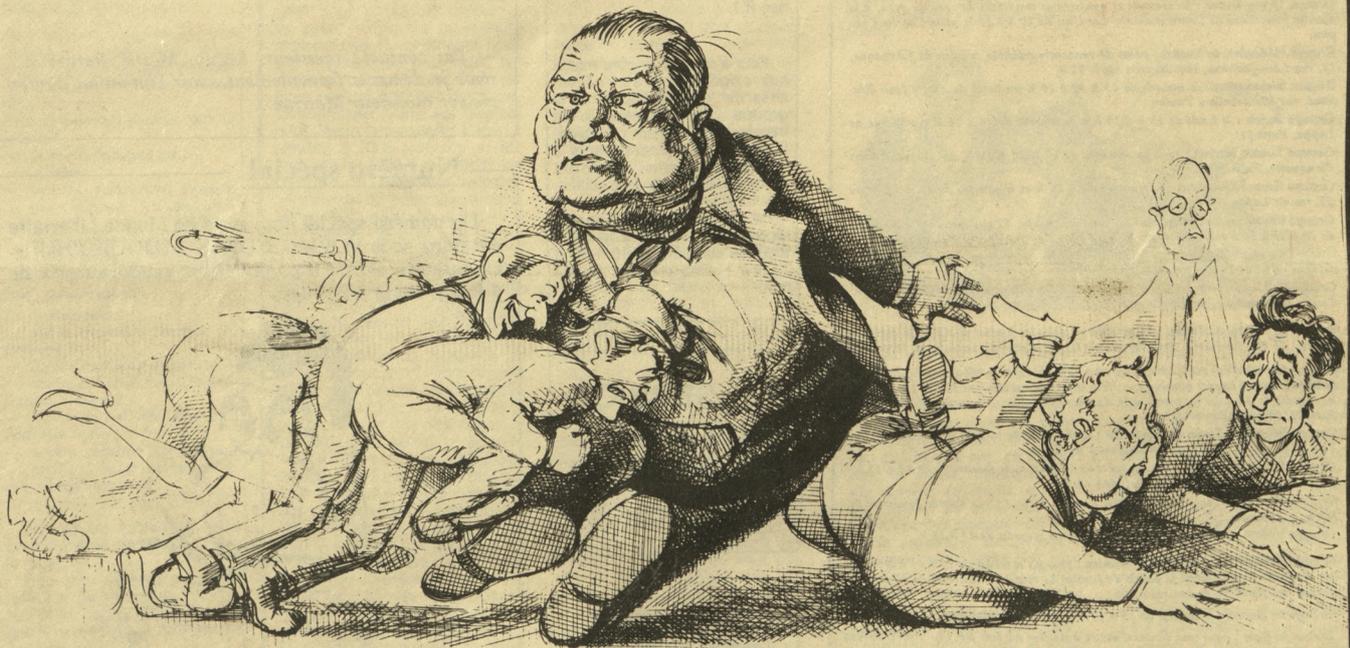
Ils s'écrivent, se voient, bavardent...

Aux appels à la « sagesse »

et à la résignation,

RÉPONDONS PAR LA FORCE

UNE FOIS POUR TOUTES !



FOP 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : ANTIBES
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
DOUBS : BESANCON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCE-
 RON
GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
GIROUDE : BORDEAUX-CADILLAC
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISERE : GRENOBLE
LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LO
MORBIHAN : LORIENT
NIÈVRE : NEVERS
NORD : MAUBEUGE
FACHES-THUMESNIL
ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
PAS-DE-CALAIS : HENIN-BEAUMONT
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BA-
 YONNE-BIARRITZ
RHÔNE : LYON
HAUTE-SAVOIE : ANNECY
ANNEMASSE
SEINE-MARITIME : ROUEN-LE
 HAVRE
SOMME : AMIENS
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : RGION TOULONNAISE
YONNE : FEDERATION DEPARTE-
 MENTALE
HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE

SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES
 DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 (édité *Voie Libre*)
 - LIAISON DU LIVRE

- CERCLE INTER-BANQUES

Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^{es} mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche).

Groupe de Tours : les seconds et quatrièmes lundis du mois, de 20 à 22 h, au 10, rue Jean Macé à Tours.

Groupe de Rennes : tous les mardis de 20 h à 21 h à la MJC rue de la Palette.

Groupe Kropotkine d'Argenteuil : les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant, à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La tête en bas - 17, rue des Poitiers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de Culture et Liberté 72, Bd. Eugène Pierre à Marseille.

Groupe Orsay-Bures : les seconds et quatrièmes vendredis de chaque mois, à la Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Chaplin.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Armaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert Flanquette, Paris 18^e.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 à 20 h et le samedi de 16 à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h 15 à 20 h et le samedi de 15 h à 17 h.

Groupe de Lyon (GAL) : tous les lundis à partir de 20 h 30, 78 rue Denfert-Rochereau - 69 004 Lyon.

Groupe La Botte : les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h 30, Centre administratifs, mairie d'Asnières.

Groupe du Havre et région, « l'Entraide » : dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier - 76 600 Le Havre. Permanences le lundi, mercredi, samedi, de 18 à 19 h.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h au café Le Métropole, avenue de la République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, Paris 15^e (métro : Boucicaut).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Fresnes-Antony : tous les jours de 10 à 20 h, le dimanche de 10 à 13 h, au 34 rue de Fresnes à Antony (Tel. 668-48-58).

Groupe d'Amiens : tous les mercredis de 20 à 21 h, 13 rue Corré (quartier St-Roch) à Amiens.

Groupe Voltaire : 26, rue Piat-Paris 20^e. Tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe Elisée Reclus d'Aix-en-Provence : tous les samedis de 10 à 13 h à la table de presse tenue devant le palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h dans le hall de la fac de Lettres.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h, rue du Gros Horloge.

Atelier du Soir : pour tout contact, écrire à Atelier du Soir BP 14 - IGNY 91 430

Liaison St-Etienne : tous les jeudis à partir de 15 h, au local CNT-SIA à la Bourse du Travail, 15 cours Victor Hugo à St-Etienne.

Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - FRESNES NORD, L'HAY
 - MASSY PALAISEAU
 - ATELIER DU SOIR
 - ORSAY BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE ET MARNE

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX
 - ISSY LES MOULINEAUX, BOULOGNE-BILLANCOURT, MEUDON

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE ST-OUEN
 - ASNIÈRES
 - COURBEVOIE, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - ARGENTEUIL

LIAISONS

De l'Aisne, Aubenas, La Rochelle, Saintes, Marennes-Oléron, Salon, des Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Bourgoin, Orléans, Cherbourg, Chiron, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Valenciennes, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Haute-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Firminy, Nantes, Toulouse.

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration : 3 rue Terroux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08
 CCP Publicité 11289 15 Paris

TARIF		
France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	50 F	75 F
6 mois	95 F	130 F
12 mois	180 F	210 F

* Tarif Etranger : RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada

Abonnez-vous

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 3 rue Terroux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

Le groupe de Troyes « Les Temps Nouveaux » organise des réunions-débats au cours de ses permanences à 20 h 30

MARDI 2 OCTOBRE
 Marx et Bakounine

MARDI 16 OCTOBRE
 La CNT espagnole hier et aujourd'hui

Adresse : 17, rue Charles Gros (1^{er} porte à gauche) à Troyes

COMMUNIQUÉS

Un militant de notre groupe passera en procès au tribunal de grande instance de Toulon

VENDREDI 21 SEPTEMBRE à 8 h 30
 pour avoir renvoyé et refusé de reprendre son livret militaire
 Venez nombreux le soutenir
 Gr. FA-Région toulonnaise

Le groupe « Le Père Peinard » annonce sa création sur les VI^e et VII^e arrondissements de Paris. Les sympathisants intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des R.I.

Pour s'adapter encore mieux aux exigences et aux nécessités de la lutte libertaire, le groupe Jules Durand s'est transformé et devient l'Entraide. Il appelle les sympathisants à le rejoindre pour combattre efficacement vers le socialisme libertaire.
 Le nouveau groupe l'Entraide rappelle ses ventes à la criée tous les samedis de 15 h 30 à 17 h à Thiers, près du monoprinx.

UN SERVICE REGULIER ET PRATIQUE L'ABONNEMENT

Directeur de la publication Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205-Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

A paraître fin septembre

LA RUE N° 27

Au sommaire des articles de **Jean Barraué**
Ronald Creagh
Maurice Joyeux
Jeanne Humbert
Jean-Marc Raynaud
 RmqS
 et un inédit de **Elisée RECLUS**



Exclusif

M. Barre nous confie :



— J'ai contacté messieurs Séguy, Maire, Bergeron... mais je déments formellement avoir l'intention d'interviewer monsieur Mesrine...

Numéro spécial

Un numéro spécial hors série du Monde Libertaire est paru sous le titre « L'URSS AUJOURD'HUI ». Ce numéro est de 8 pages et est vendu au prix de 4 F. En vente à Publico.



Police

Une double bavure

Nouvelle bavure policière, vendredi 7 septembre. Des flics trop zélés débarquent dans les locaux de l'éditeur Alain Moreau. Demande de vérification d'identité, refus des travailleurs présents d'obtempérer, un car de police déboule : tabassage, baston, des yeux au beurre noir... normal, habituel. Moreau porte plainte, réponse du service de presse de la préfecture de police : « Tout cela ne serait pas arrivé si M. Moreau avait dit qu'il était éditeur ».

La prochaine fois, vous saurez quelle identité et raison sociale il faut déclarer... Merci *Le Monde Libertaire!*

en bref...en bref...

Domenico Colamarino, inouïs arrêtés le 17 novembre 1978 et relâchés le 4 janvier 1979 après 48 jours de grève de la faim, devait passer en procès le 18 septembre 1979 à 14 h au TPTA de Lille. Affaire à suivre...

Philippe Lhermitte, inouïs total depuis avril 1979, a été arrêté le jeudi 30 août. Il a aussitôt entamé une grève de la faim. Pour le soutenir, écrivez-lui : 43 * RI, Lille Armée 59 998.

Le 21 septembre 1979 à 20 h le comité de soutien aux Indiens d'Amérique organise une journée de soutien aux luttes indiennes avec Bolivia Manta (partie spectacle) et un débat avec Iorraine Canoe (membre du « Women of all red nations »).

Flichage P.T.T.

Avant d'ouvrir un compte-courant postal ou autre chose de ce genre, sachez que votre préposé recevra le formulaire « CH.3 » après votre demande d'ouverture. Sur le « CH.3 » voilà ce qu'on trouve :

Renseignements concernant une demande d'ouverture d'un compte-courant postal. Demande formulée par (Nom, profession, adresse).

Renseignements fournis par le préposé :

Le domicile indiqué est :

- un hôtel
- un café, restaurant, pension
- une maison, un appartement, une chambre meublée
- un appartement ou une maison meublée par le demandeur
- un local commercial, industriel, administratif.

Le demandeur :

- est-il vraiment connu du préposé ?
- depuis combien de temps ?
- exerce-t-il réellement la profession indiquée ?
- demeure-t-il réellement à l'adresse indiquée ?
- depuis combien de temps ?
- reçoit-il habituellement de la correspondance ?
- moyenne hebdomadaire ?

Au dos du formulaire vous avez la même chose mais pour le receveur.

Bien sûr, certains préposés refusent de remplir le rôle de flic et le papier. Mais y'en a qui-ont-pas-de-politique, et ils foisonnent!

Didier (liaison Maule)

Fiction

LE DÉFICIT SÉCU

Le déficit de la Sécu a fait les beaux jours de la racaille journalistique. Les larbins ne manquent pas d'imagination et il leur en faut beaucoup car la pilule est amère à avaler pour les salariés qui voient leurs salaires amputés de 2% en l'espace de 6 mois par le relèvement des taux de cotisation du régime général (majoration d'un point fin janvier 79 et le 1^{er} août 79).

Qu'ils se rassurent, on ne les oublie pas! Il y aura sans doute une nouvelle majoration d'un point le 1^{er} janvier 1980, à moins que la proximité des présidentielles de 81 et les protestations déjà soulevées par les dernières majorations ne fassent reculer ce pouvoir crapuleux. Rappelons toujours, en passant, que Barre, dans le programme de Blois (programme électoral de la majorité aux législatives de 78, s'était engagé à ne pas augmenter les cotisations de la SS en 79 et 80. Mais les promesses électorales! n'est-ce pas ?...

Alors, d'où vient ce déficit ? Notons que tous les chiffres avancés (24 milliards le plus souvent) cumulent les déficits présent, passé et à venir, c'est-à-dire celui de 78 (5 milliards), celui de 79 (7 milliards) et celui de 80 (11,5 milliards). Mais pour expliquer ce déficit nos savants journalistes se perdent en conjectures et se transforment en docteur Diafoirus : les Français sont trop malades, gaspillent les médicaments, les médecins font preuve de trop de laxisme vis-à-vis des « feignasses », etc. Le rapport de Bourson (député, rapporteur de la commission de contrôle parlementaire) a pourtant réglé leur compte à ces balivernes. Sans pour autant nier ces comportements, il les a replacés à leur juste dimension. D'autre part, sur les quatre dernières années, le nombre de consultations et de visites n'a augmenté que de 2,8% par an. Est-il normal et décent de reprocher aux Français de vouloir se soigner ?

Alors d'où vient ce déficit du régime général de la Sécu puisque les explications laborieuses et ô combien boiteuses des « appointés de l'Elysée » ne conviennent pas ?

Le reste (soit 30 milliards) proviendra essentiellement de transferts en provenance du régime général de la Sécu.

Mais examinons les comptes de la caisse vieillesse et de l'assurance-maladie du régime général pour 78 :

— la caisse vieillesse reçoit en transfert 5,7 milliards, elle en distribue 5 pour le fonds national de solidarité (bénéficiaires n'ayant pas cotisé et devant être à la charge de l'Etat). Elle transfère encore 7 milliards à d'autres caisses (essentiellement les exploitants agricoles). Donc 6 milliards de déficit.

— la caisse d'assurance-maladie reçoit 2 milliards en transferts et en distribue 6 à d'autres caisses, donc 4 milliards de déficit.

Ainsi ces déficits fabriqués sont présentés comme inhérents au régime général et donc sous la responsabilité des salariés du secteur privé. Il est donc logique de faire porter le chapeau aux travailleurs et de les faire payer. Le patronat, quant à lui, fournira sa quote-part de « l'effort national » en maintenant les entreprises en bonne place dans la concurrence internationale, et



Tout d'abord, 1 500 000 chômeurs et le blocage du pouvoir d'achat des salariés constituent manifestement un manque à gagner pour la SS. Et personne ne peut rendre les travailleurs responsables du chômage! Mais à y regarder de plus près, les comptes pour l'année 78 du régime général n'étaient pas si catastrophiques. Ainsi les recettes pour l'assurance-maladie s'élevaient à 93,8 milliards et les prestations à 92,5 milliards, les comptes de l'assurance-vieillesse 54 milliards de cotisation et 55,3 milliards de prestations (soit 1,3 milliards de déficit) ; les comptes des allocations familiales 42,7 milliards de recettes et 36,8 milliards de dépenses (soit 5,9 milliards de bénéfice). Donc la balance du régime général était virtuellement en équilibre. Mais la Sécu comporte plusieurs régimes de cotisation (exploitants agricoles, artisans, commerçants, patrons, etc.) et c'est là que le bât blesse car ces régimes sont loin d'être en équilibre. Ainsi le régime des exploitants agricoles perçoit 7 milliards de cotisations, il en verse plus de 3!!! Les caisses de retraite des industriels, des commerçants et artisans coûtent 7 milliards de plus que les cotisations versées. Il est donc nécessaire d'effectuer des transferts des caisses bénéficiaires (régime général) vers les caisses déficitaires. Et ça va continuer! Le budget de la SS agricole pour 1980 vient d'être publié. Les 36 milliards de prestations touchées par les paysans ne seront couvertes que par 6 milliards de coti-

pas un mot sur ses retards de cotisation équivalents à 5 milliards. Notons d'autre part que Simone Veil a fait cadeau au patronat de ses dettes à la SS antérieures à mars 73, soit plusieurs milliards de francs. Malgré tout cela le patronat, par le truchement du CNPF, s'est plaint du poids que représentent les charges sociales pour les entreprises. Rappelons simplement que la France est au 5^{ème} rang européen pour ces charges!

Pour marquer le coup, face à la grogne générale, le gouvernement a songé à augmenter d'un point les cotisations des agriculteurs. Mais ces cotisations ne sont pas calculées sur une recette brute déclarée par une tierce personne, et comment calculer le revenu des agriculteurs (ces revenus sont tellement sous-estimés qu'ils acquittent à peine 1% de l'impôt direct!).

En fait pour le gouvernement actuel, il sera toujours plus rentable de faire payer les moins aisés car il est bien connu qu'industriels, gros commerçants, gros exploitants agricoles « votent bien », dans leur immense majorité. Le déficit du régime général de la Sécu n'existe pas. Il est le résultat de transferts à des catégories dont on ne veut pas relever les cotisations, ce qui s'inscrit parfaitement dans la logique de ce système pourri! La coupe commence à être singulièrement pleine, vous ne trouvez pas ?

Jean-Pierre (Gr. Sevrans-Bondy)

GUATÉMALA

D'après un communiqué transmis par Amnesty International

C'est le 15 septembre 1838 que le Guatemala accédait à l'indépendance. Comme chaque année, ce pays a sans doute célébré cet événement avec faste. Mais c'est aussi le moment qu'a choisi l'organisation humanitaire « Amnesty International » pour dénoncer la vague d'assassinats, de torture et d'enlèvements qui sévit là-bas.

La barbarie en chiffres



— Selon la police du pays, on a retrouvé les corps de plus de 1 000 victimes au cours des 4 premiers mois de 1979.

— En 1978 et 1979, plusieurs charniers et cimetières ont été découverts.

— A certaines périodes, on a retrouvé jusqu'à 17 corps non identifiés par jour.

— Enfin, on estime que le nombre total des victimes, entre 1966 et 1976, s'élève à 20 000.

Les militants politiques, syndicalistes, étudiants, journalistes, prêtres, avocats et membres de la communauté indienne figurent en grand nombre parmi tous ces morts.

Si les forces militaires et policières sont bien entendu mêlées à cette véritable boucherie, il est à signaler l'existence d'un « escadron de la mort » qui, comme au Brésil, agit dans une semi-clandestinité, bénéficiant de la complicité des gouvernants.

141 années d'indépendance pour en arriver là, c'est beau...

Selon Amnesty International, qui n'a guère l'habitude de déliner sur le plan des informations qu'elle fournit, 2 000 personnes seraient mortes au cours des 16 derniers mois. — En mai 78, 100 Indiens Kekchis ont été massacrés, à Panzoz, dans le nord du pays.

Le fanatisme religieux a encore frappé

DEPUIS les croisades, en passant par l'Inquisition et les différentes déclarations papales, il est clair, pour qui veut le voir, que le christianisme a montré son vrai usage, où aliénation et soumission du peuple ne sont pas exclus, loin de là. Ces jours-ci nous montrent qu'il en est du Coran comme de la Bible et que l'islamisme, comme toutes les religions, engendre le fanatisme, en l'occurrence celui de l'ayatollah Khomeiny.

bien des patrons, de l'inégalité sociale et dans certains pays (en particulier d'Amérique latine) de gouvernements dictatoriaux utilisant tortures et exécutions sommaires, estimant qu'on ne peut rien y changer. Où sont les différences ?

La chasse aux autonomistes qu'a déclarée Khomeiny n'est que la suite logique de la chasse aux sorcières : aussi injuste, aussi révoltante. Triste et sempiternelle erreur du peuple qui



Khomeiny veut détruire tout ce qui n'est pas lui, en désaccord avec ses idées : en bon dicateur, il déclare ennemis tous ceux qui refusent de lui lécher les pieds. C'est criminel, il faut le dénoncer, mais n'oublions pas qu'aujourd'hui, en France, c'est la même idéologie, avec des moyens différents, qui fait que toutes les minorités sont muselées. Ses positions vis-à-vis de la sexualité, des relations humaines sont à peine plus réactionnaires que celles de l'Eglise romaine ; quant à l'exploitation capitaliste et au travail-esclavage, on ne peut être plus clair : Khomeiny déclare que la radio ne doit plus diffuser de musique qui incite à l'oisiveté, l'Eglise catholique s'accommode très

chasse un tyran pour en embrasser un autre. Quand donc comprendra-t-on qu'il ne faut compter que sur nous-mêmes, travailleurs, pour bâtir une société meilleure ? Au diable les religieux et leurs paradis artificiels! Dieu n'a jamais existé, sinon pour asservir le peuple, le rançonner au profit de parasites sans scrupule, et le museler en brandissant l'épouvantail de l'enfer. Les belles paroles des évangiles ne sont là que pour mieux appâter les esprits ; la réalité est tout autre, les Iraniens sont en train de l'apprendre à leurs dépens. Qu'au moins les morts ne tombent pas pour rien.

Robert LATAPY

Social

Entretien avec des camarades cheminots
anarchistes italiens

DEPUIS 2/3 ans environ que le mouvement anarchiste italien débat sur une possible reconstitution de l'U.S.I. (Union Syndicale Italienne) d'orientation anarcho-syndicaliste, les camarades ont multiplié les rencontres locales, régionales et nationales, axant leurs interventions sur la réalité du mouvement au sein de la lutte des classes, sur la pratique réelle des militants auprès des travailleurs.

De cette volonté des camarades de tirer le mouvement anarchiste du marginalisme où il s'était enlisé après la répression et les provocations des années 69/70 (Pinelli, Valpreda, Marini), d'analyser et d'affronter véritablement et en profondeur la situation sociale particulière de l'Italie, où le PCI est devenu une force gouvernementale contre la classe ouvrière, sont nées différentes initiatives et différents groupements dont l'activité est exemplaire.

On se souviendra, entre autres, de la grève des hospitaliers milanais en 1978, au cours de laquelle les camarades jouèrent un rôle important dans l'animation des comités de lutte et lors des assemblées souveraines. Aujourd'hui, si la situation a évolué, l'U.S.I. s'étant reconstituée récemment, bien que très faible numériquement elle tente de dynamiser quelques collectifs ouvriers et libertaires, pour un syndicalisme offensif et révolutionnaire. D'autres camarades poursuivent la lutte à travers une pratique anarchiste (assemblée et démocratie directe, comité de lutte et absence de structures permanentes) contre le syndicalisme d'austérité et parlementaire, en dehors de l'U.S.I., au sein de coordinations autonomes, en rassemblant les sympathies libertaires parmi les travailleurs.

A cet égard l'activité militante des camarades cheminots est significative de ce courant. Rejetant le syndicalisme quelle que soit sa forme, ils tentent de développer réellement l'autogestion de la lutte et d'éviter les dangers de la bureaucratisation d'une structure syndicale même d'essence libertaire. Ce qui par ailleurs n'exclut pas l'organisation des anarchistes révolutionnaires sur le lieu de travail comme pôle de regroupement et de coordination, de lieu de confrontation et de réflexion des militants.

L'entretien que nous ont accordé deux camarades de Bardonecchia, ville frontalière de la province de Turin, bien que localisé, reflète globalement cette situation nouvelle qui fournira sans doute un exemple sinon une argumentation pour le débat qu'ici en France nous poursuivons sur l'intervention anarchiste au sein du mouvement ouvrier.

Deux camarades du groupe Emma Goldman

— Quelle est la situation générale dans la province (Piémont) chez les cheminots ?

— La situation générale dans la province est l'une des plus mauvaises du secteur ferroviaire, car ici (nord d'Italie) travaillent beaucoup de cheminots immigrés du sud, qui attendent de pouvoir retourner le plus tôt possible chez eux travailler. Leurs luttes caractérisent cette situation, à côté de celles des syndicats pour le salaire. Il s'agit d'une lutte pour être remboursé d'une partie de notre salaire - celle liée aux augmentations des prix - comme cela s'est déjà vu avec les employés de l'administration municipale. En effet c'est l'automne chaud qui recommence...

— Bardonecchia, gare frontalière, quelle est son importance ? Beaucoup de cheminots immigrés : des siciliens, des sardes, des calabrais ; leur situation doit être difficile, quels sont les problèmes que vous rencontrez ?

— La gare de Bardonecchia est la gare frontalière du côté de la Savoie. Ici dans les Alpes, on va à côté des bourgeois qui viennent en vacances. Bardonecchia est une importante station de sports d'hiver, ça signifie pour nous : prix en augmentation continue, difficulté pour trouver un logement, etc. La gare, par sa position, occupe une place importante dans le trafic pour la France, elle permet la liaison Turin-Lyon-Paris-Londres. Les cheminots, pour n'être pas encouragés à la lutte, bénéficient de « privilèges » tels que cantine et logements. Mais comme nous l'avons dit ici, nous sommes beaucoup à provenir du Midi, et c'est difficile de vivre « normalement » (climat, les prix, être loin des familles). Donc on est souvent mécontents de la vie et du travail que l'on fait...

— Les 30/31 août il y a eu une grève nationale des syndicats autonomes : quelle a été l'impact au niveau local et général ? Qu'est-ce que représentent les syndicats autonomes ?

— La grève de fin août a porté sur la question du salaire. Au niveau général, elle a bien réussi, car des cheminots appartenant aux syndicats « unitaires » (CGIL-CISL-UIL) y ont même participé. Au niveau local, seulement dans la nuit la gare est restée fermée, du fait de la participation à la grève des deux chefs de file. Le syndicat autonome représenté par la base la possibilité de pouvoir lutter, après la défaite des syndicats officiels, et en particulier du SFI (syndicat communiste-socialiste du chemin de fer). Au niveau de la hiérarchie, le syndicat autonome est un syndicat « jaune » comme il y en a d'autres, qui profite de la place quittée par les autres pour contrôler la conflictualité des cheminots. Ses luttes, avec des objectifs populaires, ont pour but de l'intégrer à la hiérarchie, patronale et étatique.

— Dernièrement un camarade cheminot a été licencié. Quel a été la réaction ?

— Les F.S. (équivalent de notre SNCF), profitant de « l'état juridique » qui règle les rapports entre travailleurs et société (créée par Mussolini), a licencié un cheminot qui travaillait avec nous. La réaction de la base

FERROVIARI!
UN OPERAIO DEL IV TRONCO
LAVORI DI BARDONECCHIA È STATO
LICENZIATO.

L'AZIENDA HA PRESO TALE PROVVEDIMENTO IN BASE ALLE NORME REPRESSIVE CHE ANCORA REGOLA NO IL RAPPORTO DI LAVORO DEI FERROVIARI (QUALIFIKAZIONI - RAPPORTI INFORMATIVI - ECC.).

L'ASSEMBLEA DEI LAVORATORI DI BARDONECCHIA, PER OPPORSI ALL'AZIONE DELL'AZIENDA HA DICHIARATO LO STATO DI AGITAZIONE A TEMPO INDETERMINATO DALLE ORE 21 DEL 31-8-79, E RICHIAMATO TUTTI I FERROVIARI ALLA SOLIDARIETA'.

COMITATO
D'AGITAZIONE
FERROVIARI BARDONEC

CIP 28-8-79

(surtout au niveau des immigrés) a été immédiate, et une grève a été proclamée de manière autonome pour répondre à la provocation. Cela nous a permis d'être convoqués par la société et d'arriver à un accord. Tout cela sans aucune participation des syndicats. Les cheminots se sont organisés directement dans un comité d'agitation. Ce comité est une structure de base qui se forme chaque fois qu'il y a un problème à résoudre. Après qu'il y ait eu une solution, ou à la fin de la lutte, il se dissout. Ça nous évite aussi de tomber dans la bureaucratie, même s'il faut se poser, prochainement, la question de l'auto-organisation permanente. Dans notre réalité les syndicats n'existent plus depuis qu'ils sont absorbés par une pratique bureaucratique, et après que des éléments les plus combattifs aient refusé de prendre des charges de responsabilité à l'intérieur, ou même d'y entrer tout simplement. Le comité fonctionne avec des assemblées générales qui décident sur chaque question. Tout membre se sent responsable et participe à chaque type d'action. Les délégués existent seulement dans le moment où ils sont convoqués, et ils n'ont aucun pouvoir, ni ne sont permanents. Le choix de s'auto-organiser comme ça a découlé d'autres expériences, où nous avions constitué le comité pour lutter pour le « prix politique » (1) à la cantine, alors que le syndicat a essayé à chaque instant de nous en empêcher.



— Que représente réellement votre activité militante auprès des cheminots, aussi bien dans la lutte que dans vos rapports avec vos collègues immigrés ?

— Dans les F.S. de Bardonecchia, il y a deux militants anarchistes, qui jouent un rôle très important dans les luttes. A partir d'une critique syndicale - critique toujours acceptée par la base - et surtout au niveau des immigrés. C'est autour de ces camarades que s'est créé le noyau rebelle de la gare. Depuis deux ans il travaille dans la gare (et dans la petite ville) un canard (15 numéros déjà parus) qui est diffusé et lu dans le milieu cheminot et dans la vallée. Autour de ce canard (son titre est Stampa Seria - presse sérieuse - appelé ainsi par rapport au quotidien du soir que publie la Fiat à Turin et qui s'intitule Stampa sera - presse soir) s'est créé un nombre croissant de cheminots et usagers qui sympathisent avec les idées libertaires. Et c'est ce travail politique qui permet aujourd'hui de jouer un rôle fondamental dans les luttes et la vie politique du chemin de fer. Nous comptons renforcer nos rapports avec les camarades du travail, afin de pouvoir les sensibiliser à la lutte anarchiste. Avec quelques-uns d'entre eux nous diffusons déjà des journaux anarchistes (par exemple Sicilia libertaria, Sardegna libertaria, A rivista anarchica, des tracts et des brochures de propagande).

— En dehors des luttes ou des actions auxquelles vous participez avec vos camarades de travail, existe-t-il une coordination régionale ou nationale dans laquelle les militants anarchistes puissent s'organiser ?

— Nous, les cheminots anarchistes, nous sommes coordonnés entre nous dans un groupe qui s'appelle « MAB » (Mouvement autonome de base) et nous suivons la pratique de l'autonomie ouvrière, comme une pratique réellement libertaire. Pour ça nous refusons chaque pratique « syndicaliste », même en dehors des syndicats actuels. Le MAB est un groupe de militants et sympathisants anarchistes et libertaires qui luttent pour la construction de noyaux autonomes de travailleurs qui mènent des luttes révolutionnaires. Il n'est pas une structure spécifique, même si actuellement il regroupe seulement une minorité. C'est avec ce type de lutte dont nous avons parlé plus haut que le MAB peut devenir le mouvement de cheminots révolutionnaires et libertaires : un mouvement de base, expression des luttes et non pas de l'idéologie. Nous avons contribué de manière importante à la création d'une coordination des cheminots anarchistes et libertaires, à l'intérieur de laquelle travaillent des cheminots autonomes - comme nous - des anarcho-syndicalistes (les camarades de Florence et Savona), et d'autres. La coordination est un moment où les cheminots libertaires se confrontent, étudient des tactiques et font des analyses. C'est aussi une structure pour la solidarité afin de pouvoir se donner des instruments de propagande au niveau national, comme notre « bulletin intérieur » et le journal Rotalia libera - Rail libre.

(1) « Prix politique » : prix des repas à la portée de tous les petits salaires, selon les possibilités de chacun.

(2) La plateforme du MAB (fonctionnement et objectifs) est disponible au local du groupe E. Goldman 51, rue de Lappe - 75 011 Paris, au prix de 5 F.

Nota : Les camarades intéressés par l'activité des cheminots anarchistes italiens peuvent entrer en contact avec eux soit par l'intermédiaire du groupe Emma Goldman, soit en s'adressant à la liaison des cheminots « Voie libre » de la FA, 3 rue Ternaux à Paris, ou directement au MAB c/o Circolo Reclus - Via Ravenna 3 - 10 152 TORINO

Vécu

Impressions
furtives
au pays de
l'autogestion
titiste

Lorsque la possibilité se présente de quitter un peu le terrain des seuls discours pour aller se rendre compte sur place de la réalité d'une situation, on n'hésite pas : on saute dans le premier train en partance... Et précisément, un séjour chez Tito ça ne se rate pas. Question de départ : comment les travailleurs de Yougoslavie vivent-ils « l'autogestion » inaugurée par le régime il y a de cela quelques années ? Impressions furtives d'un court séjour, oui. Qui ne sauraient remplacer une analyse politique. Mais, au fond, le vécu ne fait-il pas aussi partie du politique ?

Valse folle pour un socialisme
aux couleurs de « l'ordre »

Lundi. Arrivée à Béograd tard dans la nuit. Portraits de Tito, mais pas trop, quelques militaires et miliciens (les flics locaux), beaucoup de monde dans les rues et une ambiance très méditerranéenne du fait de la chaleur étouffante qui y règne... C'est peut-être cela ce que l'on nomme dépaysement...

Mardi. Je me promène dans une ville étonnante autant qu'inconnue. Toujours autant de monde, des magasins en pagaille, un petit air grands-boulevards parisiens transportés sur les rives du Danube. Le café pour grands-bourgeois serbes où mon copain me traîne (hôtel de luxe international juste à côté de l'immeuble de verre du comité central, moquette, air conditionné, vue imprenable sur les deux fleuves, garçons stylés, coca-cola bien sûr et tutti quanti...) est très fier de son orchestre. Et c'est parti pour *Le beau Danube bleu*. Version sans savoir, tout comme le disco que l'on nous sert ensuite. Mon ami me parle enfin de ce qui m'intéresse, de la Yougoslavie, du socialisme. J'apprends.

Lui, c'est un ancien stalinien, exclu du Parti et envoyé en taule au moment de la rupture avec l'URSS, en 1948. Les conditions de détention avaient été des plus rudes pour tous ceux qui n'avaient alors pas réussi - ou pas voulu - fuir le pays : les camps de prisonniers installés sur les îles de l'Adriatique, aujourd'hui bourrées de touristes, n'avaient rien à envier (ironie politique...) aux camps de l'URSS stalinienne. Cela ne constituait d'ailleurs pas le seul point commun avec l'Union soviétique : Tito avait bel et bien profité de ce moment historique important pour mettre au pas et emprisonner tous ceux qui, de près ou de loin, avaient osé émettre des critiques à l'encontre du régime.

En me racontant cela, mon ami me donne une preuve de plus que, loin d'opérer une rupture politique fondamentale avec la dictature - ce qu'ont cru nombre de militants d'extrême-gauche en France -, Tito avait en fait misé sur cette séparation pour consolider le pouvoir de l'Etat de la jeune république yougoslave et, au-delà, son propre pouvoir personnel. Inutile de se leurrer : la quasi-totalité du peuple yougoslave est bien loin de ressentir, même confusément, cet état de fait. Les évènements de 48 avaient au contraire

suite page 8



Les mystères de la V^e

Chirac ? Un faux-poids dont des bourricots voulurent faire un roi

UNE nouvelle fois l'actualité éclaire deux personnages dont on a déjà beaucoup parlé au cours de ces dernières années. Il s'agit de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud, qui ont passé pour les éminences grises d'une V^e République en deuil de son père putassier, abandonné par son électorat. Bien sûr, l'éclat qu'a fait Bernadette Chirac relève de la petite histoire de la politique politicienne. Elle a fait sourire les échotiers ravis de tirer à la ligne sur une bataille de dames autour de ce que d'aucuns considéraient comme « le grand homme » de la droite musclée. Moi je voudrais en parler sur un autre ton, car cette tempête dans un verre d'eau est révélatrice des mœurs politiques de la classe parlementaire et ministérielle et donne sa véritable dimension à ce régime de notables.

Pompidou, ce banquier, venu tard à la politique, par la petite porte, qui voulait se faire passer pour un « poète » grâce à une anthologie médiocre et qui avait un portefeuille des valeurs de la Bourse à la place d'un cœur, avait déjà donné la mesure de ce personnel dont De Gaulle s'entourera pour gouverner. Et on peut penser que c'est déjà sous l'influence de Juillet et de la mère Garaud qu'il essaya de forcer la main à De Gaulle, puis qu'il se présenta comme son héritier légitime à la tête de l'Etat, ce que De Gaulle n'apprécia que médiocrement. Le vieux chassé par les électeurs, le banquier réinstallé dans les chaussons du grand homme, Pierre Juillet et Marie-France Garaud allaient devenir tout-puissants. Conseillers politiques ? Les Français adorent le mystère, les journalistes aiment à fouiller dans les corbeilles à papiers. L'ombre de l'éminence grise est une tradition littéraire du pays. Tous les éléments étaient réunis pour que Juillet et Garaud passionnent les fouille-merde en attendant de fournir du matériel pour les films noirs de la politique dont se régaleront nos petits-enfants.

Naturellement, les mystères qui régnaient dans les salons feutrés de l'Élysée sont exagérés et les « conseillers » en tirent leur auréole. Pourtant Pierre Juillet et Marie-France Garaud eurent la peau de quelques personnages qui leur portaient ombrage. Après tout, on ne saurait leur en faire grief. Ils défendaient leur pitence. Mais que penser de ceux qui furent leurs victimes et qui s'en allèrent sur la pointe des pieds, tel Chaban-Delmas par exemple ? Et que penser de ce Pompidou dont les « conseillers » tiraient les ficelles ? Que penser de ces parlementaires, les élus du peuple court-circuités par deux zigotos qui tripotaient la République, faisaient et défaisaient les ministères, avaient leurs mouches dans tous les cabinets, dictaient à leur patron malade des choix, pour gouverner à l'aide d'abrutis du genre de Messmer « le légionnaire » ? Enfin, que penser de Chirac, le gros dur de la bourgeoisie merdeuse ?

Pierre Juillet et Marie-France Garaud, à la mort de Pompidou, étaient partis. C'est ainsi que ça se passait dans les cours

des régimes féodaux. A son avènement, le roi changeait de fous. Chirac ira les rechercher et Giscard, qui les connaissait bien mais qui devait payer la félonie d'un Chirac se ralliant à la dernière heure, laissa faire.

Chirac est un faux dur, chacun aujourd'hui s'en rend compte. Ses braillements, qui firent se pâmer tous les petits fachos, qui firent courber les reins à un groupe parlementaire croupion, qui réduisirent au silence des ministres, ce sont les « conseillers » qui lui soufflèrent, raffermissant son cœur de gaulliste mou et frelaté, réchauffant son sang glacé par les échecs de sa politique. Plan-plan-rataplân, v'la Fanfaron Chirac qui passe ! Décidément la petite monnaie du général est en billon !

Madame s'est fâchée mais surtout les grosses têtes du RPR en ont eu marre d'être tenues loin des fauteuils dorés, des antichambres ouatées, des allées du pouvoir. La veste aux élections européennes a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Chirac risquait de se retrouver sans bonne femme, sans groupe parlementaire, dans sa petite circonscription auvergnate où l'un de ses bons amis, Charbonnel,

lors de leurs sous-préfectures un peu de cette considération que la minceur de leurs mérites ne suffirait pas à leur assurer.

Aujourd'hui nous savons tout ! Chirac est au piquet : « Elève Chirac taisez-vous ! ». Le professeur Labbé (avez-vous vu sa bonne tête intelligente à celui-là ?) a donné des consignes. Défense de ruer dans les brancards. Pourquoi ? Les pauvres cloches de bourricots faisaient plus de bruit que de mal dans l'écurie parlementaire. Faut bien amuser un peu la galerie. Mais pour ça il y a Debré ! Celui-là, il est irremplaçable ! Le croque-mitaine du guignol ! Au moment de terminer ma page, je les vois tous devant mes yeux, ces personnages du gaullisme. Ils sont vieux, ils sont bêtes, ils sont vidés. Tels des anciens combattants, ils marmotent leurs pétonnés à la gloire du général. Les autres ? Ceux des autres formations parlementaires ? Ils sont de la même eau. Même les minets du giscardisme donnent l'impression d'être échappés d'un dessin de la préhistoire. Oui bien sûr, je regrette les « deux conseillers ».

Lors du procès de Léonora Galigai, la maréchale d'Ancre,



Pompidou et Messmer, deux autres bouffons.

l'attend de pied ferme pour lui porter le coup du lapin. Le Pierre Juillet et la Marie-France Garaud ont déguerpi. Pour ma part, je les regretterais ! Ils étaient un révélateur indispensable pour faire sentir la pourriture de ce monde parlementaire, bourgeois d'affaire, prêt à toutes les saloperies pour conserver non pas le pouvoir, ils ne l'ont jamais eu, mais l'apparence de ce pouvoir qui leur vaut dans les sa-

qui fut elle aussi une éminence grise, lorsqu'on lui demanda de quels charmes elle s'était servie pour gagner l'esprit de la reine, elle répondit : « Pas d'autre chose que du pouvoir d'une habile femme sur une balourde. »

Voilà bien un jugement qui remet le Pompidou, le Chirac, le Debré, le Labbé et quelques autres à leur vraie place.

Maurice JOYEUX

LE MYTHE DE L'EXCLUSION

PARMI les travailleurs sociaux, un nouveau mythe fait ravage et explique bien des choses. Ce mythe, on l'englobe dans un concept qui se voudrait scientifique (et le serait-il que cela nous importe peu), je veux parler de l'exclusion. « Les exclus », vous connaissez ?

« supérieurs » aux autres - les cons - pleins de bonne volonté mais qui savent pas... Si on résume ce qui ressort de ce mythe, on peut déjà en tirer que :
- tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes
- l'exclusion est un phénomène de structure, donc qui ne met personne en cause (ouf !)
- il n'y a plus de problème de classes sociales (enfin !)
- l'individu est « bon » par nature, ce qui induit un jugement moral relevant du plus traditionnel manichéisme judéo-chrétien - et enfin : plus besoin de bouleversements sociaux (c'est-à-dire de révolutions), il suffit d'aménager.

L'origine de ce mythe se trouve dans le bouquin d'un certain Lenoir, une sorte de disciple de Big Brother. Secrétaire d'Etat à l'action sociale, c'est lui, entre autres, qui a concocté la loi sociale qui prévoit l'étatisation de toutes les structures d'action sociale, lesquelles sont encore éparées et gérées - mais de moins en moins - par des Associations 1901 reconnues ou non d'utilité publique.

Le concept, quant à lui, est plus ancien, mais n'était pas encore « opératoire », c'est-à-dire utilisé de façon rationnelle et systématique pour désigner/ expliquer un fait social. Car, et c'est là ce que le mythe a de pernicieux, c'est qu'il tend à vouloir donner une explication de phénomène qu'il prétend décrire.

Vous avez tous entendu parler de ATD quart-monde*, par exemple, qui brandit les exclus comme un drapeau ; de Jean Rouselet, auteur de *L'allergie au travail* (titre promoteur, mais faut voir...) et qui trempe dans plusieurs affaires louches telles l'ONISEP, le Centre d'Etudes de l'emploi et autres groupes de travail avec le sinistre Boulin, ministre du « Arbeit macht frei ». Et il n'est plus une assistante sociale, un éducateur ou un curé new-look qui ne s'en réclame. Quel est-il ce mythe ? Que dit-il exactement ?

Tout d'abord, les exclus sont définis comme des hommes libres voulant entrer, absolument, dans une « organisation » ou « structure sociale ». Et c'est là où tout se complique : la structure cherche également à absorber cet individu, mais ça ne marche pas. Durt ! Pourtant la bonne volonté ne manque pas de part et d'autre. Outre que la structure se trouve ici mythiquement personnifiée - ce qui est le fait du mysticisme le plus élémentaire - on pourrait dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, si ce n'était un petit incident technique, qui ne met personne en cause.

Ces pauvres petits exclus ne peuvent pas entrer mais ils le veulent. C'est donc pas de leur faute. La structure veut bien les accueillir mais elle ne peut pas parce qu'elle est mal adaptée. Conclusion : il faut la réformer. Attention : pas la changer, mais l'adapter à ses propres contradictions, afin que ces dernières ne fassent pas sauter le couvercle.

Dans il existé des gens moins cons que les autres (ce qui suppose déjà une échelle de valeur, une hiérarchie de nature entre les individus), et ce sont ces réformateurs dont on parle et qui forment « l'avant-garde lucide » non pas de la classe ouvrière, mais de l'humanité. Carrément, faut pas hésiter !

Les réformateurs, eux, ils ont compris. C'est pour ça qu'ils sont



D'autre part, comme je l'ai déjà souligné plus haut, il y a une évidente recherche de pouvoir social à travers cette pratique. Recherche structurelle : à qui profite le pouvoir produit par cette conception de l'assistantat ? Et recherche puisant ses racines dans l'imaginaire pas toujours inconscient. Cette recherche de pouvoir symbolique nous conduirait tout droit à une espèce nouvelle de gouvernement des savants, sauf que dans ce cas les savants sont des gens qui donnent dans l'action sociale : les technocrates sociaux, teintés de charitabilisme chrétien. Mais souvenez-vous de ce que disait déjà Stirner : « Donnez tout ce que vous voulez aux pauvres, ils vous en demanderont toujours plus, car ce qu'ils veulent n'est rien moins que la suppression de tout don ».

Dites-vous bien, technocrates machins, que seul notre désir égoïste existe et qu'il prend racine dans notre réalité biologique.

Les gens qui entrent ou n'entrent pas dans vos structures n'en ont rien à foutre d'entrer ou de sortir. Tout cela n'est que de l'imagination. Dans une situation objective donnée, on essaie de faire en fonction de nos intérêts. C'est ce « donné », cet « objectif » qu'il nous faut foutre en l'air s'il ne nous convient pas... et si nous voulons vivre !

Jocelyne (Gr. Sevrain-Bondy)

informations internationales

autriche

VIENNE — « Community Action » est un réseau de mouvements de base qui réunit chaque année pour un échange d'informations et de discussions des groupements d'Europe et d'Amérique du nord qui s'intéressent à tout ce qui touche la science et la technique au service du développement de la société. Les groupes écologiques, les comités de citoyens, tous les mouvements d'alternative participent à ces conférences qui se sont tenues en Yougoslavie, Suède, Danemark, l'an dernier à La Rochelle. Cette année cette conférence internationale s'est tenue à Vienne du 15 au 23 août et a été doublée par un « Forum Alternatif » qui s'est chargé de l'organisation des questions techniques et de la préparation des discussions de la conférence. Des groupes d'études ont été constitués : écologique, technique et énergie, architecture, théâtre, femmes, santé, Tiers-Monde, etc.

GRAZ — Le revue libertaire *Befreiung*, dont notre camarade Gross assure la publication, a commencé dans son n°14 la réédition d'une brochure du militant anarchiste Pierre Ramus, parue en 1923 sous le titre *Création d'une nouvelle société par le communisme anarchiste*. Il s'agit là d'un texte fort remarquable, tombé dans l'oubli et inconnu - comme hélas bien d'autres œuvres libertaires en langue allemande - en France. Ce numéro de *Befreiung* publie aussi un appel en faveur des libertaires cubains victimes du trop célèbre Castro (la revue suisse *Akratie* et *Le Monde Libertaire* ont aussi dénoncé la répression castriste).

allemande

DES NÉO-NAZIS A BERLIN-OUEST — Le 9 août, la chambre correctionnelle du tribunal de Moabit (Berlin) rendit son jugement à l'encontre de dix inculpés (dont 2 femmes). Ils étaient accusés de reconstitution, à Berlin-ouest, du parti national-socialiste (NSDAP) durant la période septembre 76 à mai 78. Rien ne manquait, chez ces nostalgiques du régime hitlérien (qu'ils n'ont pas connu, les plus âgés n'ayant que 42 ans) : les insignes, le papier à en-tête, le jargon en usage dans le NSDAP, le salut hitlérien, et même quelques armes. Tout un bric-à-brac ridicule et périmé qui peut prêter à sourire mais qu'il faut cependant ne pas minimiser. L'instigateur de cet embryon de « mouvement », un ouvrier âgé de 36 ans, a été condamné à trois ans de prison, les neuf autres inculpés à des peines de six mois à un an et demi (et à des amendes) : le tribunal a fondé son jugement sur l'ordonnance 511 des Alliés (1945) interdisant le NSDAP et toute reconstitution de ce parti dans la ville de Berlin. La condamnation de quelques farfelus et illuminés ne doit pas faire oublier que le péril de droite et d'extrême-droite vient plutôt de groupes et de partis qui se proclament attachés à la « Loi Fondamentale » de la RFA.

DES « TERRORISTES » A STAMMHEIM — Le 10 septembre s'est ouvert devant le tribunal de la prison de Stammheim (Stuttgart) un procès contre trois personnes du collectif d'imprimerie Fantasia de Stuttgart et contre deux fem-

mes du Comité international de défense des prisonniers politiques (IVK). Les accusations sont traditionnelles : soutien d'une association terroriste, appel à la violence contre l'Etat et diffusion d'écrits incitant à la violence, insultes contre l'Etat. Il s'agit de criminaliser toute tentative de défense des prisonniers politiques. Le ML tiendra les lecteurs au courant de ce procès qui se déroulera en septembre et octobre.

HAMBURG — Le 14 août quatre détenus politiques ont été transférés de la prison de Hambourg dans le « quartier d'isolement » de Lübeck et soumises à un complet isolement, aggravé encore par les brimades scandaleuses imposées aux avocats de la défense : fouilles corporelles allant jusqu'à l'inspection de leurs chaussures! Les avocats ont signé une protestation et réclament l'abolition du statut spécial appliqué à Lübeck, statut dénoncé déjà dans le cas de Werner Hoppe par le corps médical.

LA PRESSE LIBERTAIRE — L'été n'a pas interrompu la publication du *Cognoir* de Karlsruhe et à Wetzlar a paru un nouveau et copieux numéro de la revue *Freie Presse*. A signaler en particulier une étude sur le mouvement makhnoviste en Ukraine et une visite de conversations enregistrées avec de jeunes espagnols de 15 à 18 ans appartenant à des familles de travailleurs immigrés. En même temps a paru un nouveau numéro de *Impulso*, revue en espagnol rédigée par des travailleurs immigrés appartenant à la CNT et éditée par nos camarades de Wetzlar.

suisse

COORDINATION INTERNATIONALE ANTINUCLÉAIRE — Le 30 juin se sont réunis à Bâle des délégués des mouvements antinucléaires des USA, d'Angleterre, Suède, Danemark, Hollande, Belgique, Luxembourg, France, Allemagne fédérale, Italie, Espagne, Suisse. Ils ont tiré le bilan des démonstrations qui ont eu lieu dans divers pays à la Pentecôte et décidé pour 1980 de renouveler ces manifestations internationales : contre les armes atomiques, contre l'exportation de déchets nucléaires, contre l'exploitation hypocrite de la pénurie de pétrole pour justifier l'intensification des centrales nucléaires. La conférence a décidé de soutenir la grande manifestation qui aura lieu à Bonn le 14 octobre et tiendra une 4^e réunion le 19 janvier 1980 à Fribourg.

L'OBJECTION DE CONSCIENCE — En dépit de la recommandation du conseil de l'Europe (1967) reconnaissant le droit à l'objection de conscience, la confédération helvétique fait la sourde oreille : en 65 ans, 4 800 objecteurs de conscience ont été condamnés à des peines allant de 12 à 18 mois de prison. Amnesty International a adopté trois objecteurs de conscience suisses pour attirer l'attention sur ce scandale. Treize (11) tentatives parlementaires depuis 1903 pour créer un service civil ont échoué et la dernière a abouti à un projet tellement timide qu'il a été rejeté par ses initiateurs. Une initiative populaire a réuni le nombre de signatures indispensables pour que soit prise en considération une quatorzième (14) proposition de statut légal de l'objection de conscience. La « plus vieille république d'Europe » serait-elle aussi une des plus rétrogrades ?

Les 28, 29 et 30 septembre 1979
se tiendra à Venise (Italie)

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE D'ÉTUDES SUR L'AUTOGESTION

organisée par le Centre d'Études Pinelli
et la revue « Interrogation »

(traduction simultanée Italien-Français-Anglais)

Pour tout renseignement : Centro studi libertari
Viale Monza, 255 - 20 126 Milano
Tel. 02/25. 74. 073

Portugal

QUELLE SITUATION ÉCONOMIQUE ?

ANALYSER l'économie portugaise est une tâche rendue difficile non seulement à cause de l'absence d'informations statistiques, mais encore de la manipulation constante que les gouvernements successifs font, selon leurs intérêts

politiques, des chiffres existants. Malgré cela, nous allons essayer de faire une assez brève analyse à ce sujet, en partageant le texte qui suit en trois parties : évolution historique, situation actuelle et perspectives pour l'avenir.

Evolution historique

L'implantation des rapports de production capitalistes au Portugal a été faite d'une manière très lente et inégale provoquant ainsi non seulement un relatif retard structurel dans les forces productives, mais aussi de profondes distorsions qui ont divisé le pays en deux régions économiques tout à fait différentes : le littoral, prospère et relativement industrialisé, et l'intérieur, pauvre, purement agricole et avec un taux d'émigration très élevé.

Les bas salaires payés aux travailleurs, la prédominance au nord/centre du pays de la petite exploitation familiale pratiquant une agriculture de subsistance et, finalement, l'intime liaison existant entre le pouvoir politique, représenté par le gouvernement fasciste de Salazar, et la haute bourgeoisie, constituée surtout par les grands propriétaires terriens du midi, sont des facteurs qui ont protégé l'accumulation de capital et la concentration économique dans les mains des capitalistes.



— Soares le socialiste et Cunha le communiste à leur retour d'exil

A cause de tous ces facteurs et aussi de l'isolement dans lequel vivait le pays, l'économie portugaise eut une croissance très lente jusqu'à 1960, année où elle a souffert d'une puissante accélération motivée par l'influence exercée par les pays européens qui étaient alors dans une phase de grande expansion. Ces pays ont augmenté leur demande de produits portugais provenant des industries traditionnelles - conserves de poissons, concentrés de tomate, textiles - et du secteur agricole - liège, vin, huile - ce qui a provoqué, conjointement avec les remises des émigrants et les revenus toujours croissants du tourisme, une hausse du niveau de vie en certaines régions où quelques minorités ont atteint les stades de consommation des pays occidentaux les plus développés.

Après 1960, avec l'ascension définitive de la bourgeoisie industrielle et financière et le début de la guerre coloniale, le gouvernement portugais a été obligé non seulement de rompre l'isolement dans lequel le pays vivait, mais aussi d'accepter l'invasion du capital étranger sous forme d'emprunts et d'investissements. Le marché intérieur est tombé dans les mains des monopoles internationaux, le plus souvent intimement liés avec les grandes entreprises portugaises, provoquant la ruine d'amples couches de la petite-moyenne bourgeoisie et créant une main-d'œuvre excédentaire, facteurs qui sont devenus très utiles au développement des rapports de production capitaliste au Portugal.

La prolongation de la guerre coloniale obligeait l'Etat à faire des investissements en secteurs non-productifs de l'économie, à alourdir les besoins réels du pays et des travailleurs, donnant lieu, pendant les premières années de la décennie 70, à une ambiance de contestation générale qui s'est traduite par une augmentation des grèves, des manifestations et de l'émigration clandestine. La conjonction de tous ces facteurs a créé les conditions nécessaires au triomphe de quelque coup d'Etat qui tenterait de mettre fin à un régime dictatorial corrompu, plein de contradictions et n'ayant pas la puissance nécessaire pour s'imposer à un peuple avide de liberté et de progrès.

Situation actuelle

Cette situation va changer substantiellement avec le coup militaire du 25

avril 1974, car à côté d'une perte d'influence de la classe dominante d'autrefois - surtout jusqu'à cette confrontation du 25 novembre 75 - on vérifie l'ascension de la classe laborieuse qui conquiert d'importants privilèges socio-économiques.

L'organisation populaire s'est développée d'une façon spontanée et, malgré l'opposition systématique de presque tous les partis politiques dits de gauche, elle a pratiqué d'importants mouvements qui ont abouti à des occupations des terres, des maisons et d'entreprises abandonnées par leurs propriétaires. Ces luttes ont été récupérées, plus tard, par les partis politiques qui leur ont donné un caractère réformiste et légaliste, vidant ainsi leur caractère révolutionnaire.

D'autre part, l'incohérence de certaines mesures prises par les successifs gouvernements provisoires, qui n'ont jamais attaqué franchement les rapports de production capitalistes, ont provoqué des contradictions insolubles que, plus tard, aggravera la situation économique du pays, donnant ainsi des arguments

active) et les successives crises gouvernementales provoquées par les divers partis.

Cependant, la politique de récupération capitaliste initiée aussitôt après le 25 novembre 1975, commence à avoir du succès. Les grands capitalistes manœuvrent à leur aise, les entreprises et les terres abandonnées par les propriétaires sont restituées, les gros actionnaires reçoivent d'importants dédommagements et tous ces événements advenant devant l'impassibilité des partis politiques dits de gauche et la complète démobilité du mouvement populaire.

Perspectives pour l'avenir

Le pays se débat actuellement dans une grave crise gouvernementale indiquant la réalisation, en octobre, d'élections intercalaires afin de choisir une nouvelle Assemblée qui fonctionnera seulement jusqu'à 1980, année pendant laquelle s'effectueraient plusieurs élections (Assemblée, autarcies locales et présidence de la République) programmées par la Constitution. Ces élections intercalaires sont essentiellement soutenues par la droite dans l'espoir d'en finir avec l'actuelle majorité, en théorie de gauche, formée par les députés du parti socialiste, du parti communiste, de l'union démocratique populaire (extrême-gauche) et quelques indépendants sortis des rangs socialistes.

Cette vague électorale de 1980 et l'admission du Portugal à la CEE sont les événements sans doute les plus décisifs, dans un proche avenir, pour l'évolution du secteur économique. En effet, si les prochaines élections ne devaient apporter aucun autre résultat, au niveau du partage du pouvoir politique, que la continuation de l'affermissement des partis bourgeois, l'adhésion du Portugal à la CEE reste, elle, un fait très important, à cause des modifications qui devront obligatoirement être réalisées parmi les structures productives.

L'adhésion portugaise à la CEE est, sans doute, une option préjudiciable aux intérêts de l'économie nationale, mais qui cadre très bien dans la nouvelle stratégie des capitalistes - défense intrinsèque de la libre initiative, attaque méthodique du secteur nationalisé et boycott absolu des limitations de prix établies par l'Etat. Après cette admission, le gouvernement sera obligé de mettre fin aux mesures douanières protectionnistes des produits nationaux, ce qui aura des suites funestes pour la survie de plusieurs petites et moyennes entreprises car, malgré l'existence de quelques industries technologiquement modernes - cellulose, chimie et construction navale, par exemple - capables de supporter la concurrence de leurs congénères européens, la majeure partie du secteur productif, et surtout l'agriculture, n'a pas les infrastructures qui permettent l'adhésion à des conditions avantageuses dans une organisation comme la Communauté. D'autre part, et considérant maintenant l'aspect politique de la question, cette adhésion ne représente que la liaison complète de l'Etat portugais à un système de gouvernement possesseur de caractéristiques bourgeoises et tout à fait pseudo-démocratiques, comme l'est la social-démocratie européenne.

Donc, les perspectives futures qui se présentent aux travailleurs portugais ne sont pas fameuses car la répression et la dégradation économique vont sans doute augmenter substantiellement. Ainsi, la position que la classe laborieuse assumera face à ces problèmes sera fondamentale pour la définition future du Portugal - soit capitaliste si se maintient l'actuel déclinisme de l'organisation populaire, soit antitâtable si les travailleurs vont de l'avant, seuls et sans préoccupations de partis, campagnes électorales ou autres légalités, comme ils l'ont fait aussitôt après le 25 avril 1974.

Le mouvement anarchiste, qui a de grandes traditions historiques au Portugal, peut encore jouer un rôle important dans les actions futures des travailleurs s'il réussit à dépasser ses divergences internes et à faire une implantation. Sinon, il ne sera qu'un simple spectateur de l'histoire future de ce pays.

Marlo RUI



Le livre de la semaine

par

Maurice JOYEUX

Des permanents des partis politiques

par Serge Quadruppani

Ed. Métalié

VOICI un livre qui sera assurément fort utile, car cette caste que constituent les permanents politiques ou syndicaux reste inconnue du grand public et suscite des jugements contradictoires qui relèvent plus de l'humour de chacun d'entre nous que d'une approche objective de ce problème. Le livre de Serge Quadruppani ne dissimule pas toutes les équivoques, il n'a pas cette prétention, mais il est un élément utile de réflexion. Son principal défaut c'est justement d'étudier surtout les permanents des partis politiques alors que la grosse majorité de cette nouvelle « industrie » s'est développée dans le mouvement syndical et dans les organismes sociaux.

recueillis ne sont aussi intéressants que ceux de Barjonet.

Barjonet est cet ancien directeur des services économiques de la CGT, qu'il quitta en claquant les portes, après les événements de 1968. Ce fut un communiste bon teint, auteur d'un mauvais livre sur le syndicalisme, dont j'ai parlé dans cette rubrique. Les temps ont passé et les réflexions qu'il nous livre sur les rapports du parti communiste et de la CGT sont édifiants, moins bien sûr que sur les effectifs de cette centrale syndicale « dont on pourrait diminuer de moitié les effectifs qu'elle prétend avoir ».

Barjonet nous parle de la vie professionnelle et privée des permanents du parti communiste.



Contrairement à ce qui se passe dans les organisations syndicales, le permanent politique ne fait pas carrière dans son poste. Il y est souvent poussé par son parti et cela lui sert de marche-pied pour une carrière parlementaire, voir ministérielle. Bien sûr, il faut mettre à part les permanents du parti communiste qui, eux, sont l'ossature du parti et constituent cette avant-garde professionnelle de la politique dont parlait Lénine. Et c'est peut-être cet esprit différent qui anime les permanents des partis politiques « bourgeois » et ceux du parti communiste, qui explique la solidité de celui-ci et l'amateurisme distingué des autres.

L'auteur a interrogé de nombreux permanents et les confidences que lui ont faites ceux-ci sont à la fois intéressantes et édifiantes sur les motifs qui ont poussé ces hommes à des tâches qui sont, plus souvent que le public ne l'imagine, harassantes! Mais aucun des propos qu'il a

Certains, comme Séguy par exemple, n'ont jamais eu une vie professionnelle réelle et font partie depuis leur sortie de l'école de l'appareil du parti. Il nous décrit la vie collective qui est la leur loin des « masses populaires » qu'ils prétendent représenter, et c'est justement sous cet angle-là que ce livre est le plus intéressant.

En réalité, pour être « opérationnel » un permanent politique ou syndical doit passer plusieurs années dans sa fonction et l'évolution industrielle est telle qu'il lui est difficile de se réadapter à son travail s'il réintègre sa profession. Et c'est ce qui explique les carrières que font aujourd'hui les permanents syndicaux. Et il semble bien qu'il y ait là un problème sans autre solution que celle de se passer de permanents? Mais alors on peut se demander où on trouverait les hommes suffisamment dévoués pour étudier les problèmes qui se posent aux travailleurs. Le temps où le militant faisait marcher son syndicat en dehors des heures de travail en prenant sur ses loisirs est définitivement clos! En réalité la multiplicité des permanents politiques et syndicaux est un signe des temps et s'est développé au même rythme que le tertiaire dans une société où les ateliers se voient et où les bureaux se gonflent.

Le livre de Quadruppani, qui ne prétend pas nous fournir de solution, a le mérite de poser le problème clairement, de redresser quelques idées toutes faites et de nous faire réfléchir sur ce monde particulier des permanents politiques ou syndicaux qui, suivant les opinions, est un bien ou un mal de notre temps!

Prochain dossier 4 pages

DOSSIER FEMME

Jeudi 4 octobre 1979



Notes de lecture

Prisonnier de Castro

de Armando Valladores

traduit et présenté par P. Golendorf

postface de L. Pliouchtch

DÉCIDÉMENT, nous vivons une époque formidable. Les techno-bureaucraties d'est et d'ouest sont secouées comme des cocotiers dans un cyclone par leurs contradictions internes. Les mythes qu'elles ont véhiculés un temps se dégonflent comme des baudruches. Les ignominies des fascismes bruns et rouges s'étaient largement sur la place publique. Bref, dans un Vieux-Monde à l'agonie qui pourrit littéralement sur pied, la merde remonte partout à la surface. Les imbéciles sans espoir qui n'ont cessé d'accrocher les wagons de leurs illusions aux locomotives des impérialismes russe, chinois, vietnamien, cambodgien... commencent à s'interroger sur le pourquoi de cette systématique du déraillement. Le désarroi se lit dans leur regard, pas encore l'intelligence, hélas!

Dernier élément à verser au dossier d'une prise de conscience qui les empêchera peut-être de mourir idiots : le déboulonnage du mythe cubain, avec la pièce capitale que constitue le livre d'Armando Valladores. Un livre en forme de réquisitoire, serait-ce tenté de dire. Un véritable coup de grâce.

Le mythe cubain n'avait, en effet, pas besoin de ça. Depuis que le ministre des Affaires Etrangères cubain s'était permis, lors de la mort de Franco, de vanter les « qualités humaines » du défunt, que Fidel Castro avait imposé trois jours de deuil national à cette même occasion, que le corps expéditionnaire cubain était allé jouer les légions Condor en massacrant ses amis d'hier du Mouvement de Libération du peuple Erythréen... il avait pris du plomb dans l'aile. Aujourd'hui, c'est un véritable coup de masse que lui assène Valladores.

Oui, Cuba est un enfer, un paradis pour goulags, une dictature répugnante et sordide, un gruyère troué à l'infini de culs de basse-fosse où pourrissent tous ceux qui, pour une raison ou une autre, contestent le régime fasciste du Caudillo Fidel Castro. Pierre Golendorf, qui sait de quoi il parle, puisqu'il a passé 38 mois dans les geôles cubaines pour « avoir rassemblé des informations en vue d'écrire un livre sur Cuba », nous met l'horreur en chiffres. Il cite les noms des bagnes (pudiquement appelés centres de rééducation) où croupissent vingt mille prisonniers politiques. Il décrit les conditions de vie, de survie, de ceux que l'on n'a cessé de réduire à l'état de loques, de larves. Il énumère les motifs qui mènent à l'enfer. Il explique comment on en est arrivé là. Tout y passe. L'espérance de la lettre de la Sierra de 1957, l'enthousiasme de la « révolution » victorieuse de 1959, l'isolement de Cuba, le poids de plus en plus lourd de « l'aile désintéressée » de l'empire des nouveaux tsars, l'accès au pouvoir des communistes pour clôturer le tout. De ce point de vue, on peut dire que Cuba a réalisé ce que l'Espagne révolutionnaire de 36-39 était en passe de devenir. En 1937, sur ordre de l'Internationale, le PC cubain pactisait avec le dictateur Battista. Deux de ses dirigeants entraient alors au gouvernement. En 1944, il soutenait le candidat de Battista. En 1953, il « qualifiait » Fidel Castro et les attaquants de la caserne de la Moncada de putschistes et d'aventuriers. En 1958, il refusait de soutenir les grandes grèves d'avril et d'août. Mais quelques mois plus tard, après avoir envoyé Carlos Rodriguez dans la Sierra, il commençait à caresser la guerrilla

dans le sens du poil. En 1965, six ans après l'insurrection victorieuse, il détenait tous les leviers de commande. A quelques exceptions près, tous ceux qui avaient pris un tant soit peu une part active au renversement de Battista, allaient prendre la route des goulags.

Les goulags, L. Pliouchtch nous en parle avec compétence. Il compare les cubains aux modèles soviétiques et conclut sans hésiter au dépassement du maître par l'élève. Comme quoi il s'attache également à démontrer la logique implacable et multiforme du totalitarisme, et nous pouvons lui savoir gré de citer les anarchistes comme premiers témoins - victimes - dénonciateurs du phénomène. Il hurle son indignation devant le silence complice de l'occident, de la gauche occidentale, dans toute cette affaire ; et là encore cela nous va droit au cœur car avec nos faibles moyens, nous nous sommes toujours employés à rompre ce silence.

Pourtant, à lire Armando Valladores, et combien d'autres encore qui ont décrit ce qu'il décrit, on se demande comment il est possible de se taire. Ses lettres, ses poèmes font frémir. Quand on croupit depuis 20 ans dans les

prisons de Castro, paralysé à la suite d'un manque de soins, que l'on subit quotidiennement une répression inhumaine de bêtise, de méchanceté et de cruauté sadique, les mots que l'on utilise pour décrire un tel calvaire ont d'étranges accents. Un exemple, et ce sera le seul, sa description du mitard : « Deux mètres d'angoisse sur un de torture ».

Oui, il faut lire ce livre. Certes, il fait mal (à ce niveau on n'éprouve aucune fierté à avoir eu raison avant tout le monde) mais il motive également pour sortir au plus tôt du tunnel. Offrez ce bouquin à tous ceux qui ne savent pas. Foutez-le sur la gueule de tous ceux qui savent mais qui se taisent. Qu'au plus vite le socialisme libertaire classe ce genre d'ouvrages au rayon des mauvais souvenirs.

Jean-Marc RAYNAUD

N.B. : Dans son numéro du 27 août, *Libération*, qui a une fois de plus une révolution de retard, consacre un article à la libération de 400 prisonniers politiques cubains. Les malheureux qui ne bénéficient pas de l'amnistie, sont qualifiés « d'auteurs d'actes de terrorisme sous le gouvernement castriste et de responsables de massacres et de tortures au cours de la guerrilla ».

C'était notre rubrique : « Trois bonnes raisons de ne pas s'abonner à *Libération* ».

Chronique du spectacle vivant

* La troupe de la Caverne ouvre la saison théâtrale au Théâtre Présent (porte de Pantin) à 20 h 30 (sauf lundi et dimanche à 17 h) avec « Les Morosophes » jusqu'au 7 octobre.

* A la Chapelle des Lombards : AZUQUITA « Pura Salsa », à 22 h 30 jusqu'au 16 octobre. La salsa : toute nouvelle musique pour l'Europe, engouement aux Etats-Unis, en passe de détrôner le disco dans les clubs, c'est l'ancien « typique » afro-cubain mais avec des textes à résonance politique. C'est la musique populaire de l'Amérique centrale, tombée dans l'oubli pendant 15 ans à cause du « blocus » culturel de Cuba. C'est sans comparaison avec notre musique populaire qu'est la valse ou la java aux paroles débiles et aux rythmes balourd.

Bruno Garcin au Café d'Edgar : le dernier venu parmi les grands du one-man-show. Tout le monde de *L'Aurore à L'Humanité* est d'accord, pour une fois, sur le talent de quelqu'un. Pourquoi pas nous ? Ça le mérite bien.

Le coin des copains

* Le toujours jeune et fringant Patrick Font (sans Philippe Val mais avec Isabelle) causera tous les soirs au Théâtre de 10 h jusqu'au 5 octobre. Traditionnellement dans la salle il n'y aura pas de militaires, de curés, de juges, de chasseurs, etc.

* Les régnants Jean-Jacques Péroni et Myriam Roustan bavonneront comme à leur habitude sur tout ce que la France compte de sacré (même liste que plus haut). Ils diront leurs cochonneries tous les soirs au Théâtre d'Edgar à 20 h 30 dans une mise en scène de Jean-Paul Sèvres (encore lui). Le titre : *Coupe moi l'ouffle*, sous-titre : *phallo mais de gauche*.

* Eric Vincent chantera tous les soirs des textes de Sèvres (encore lui) au Port du Salut 163, rue St-Jacques (restez au bar, ça coûte 7 F, sinon c'est le coup de fusil au resto).

Tous ces copains sont rescapés du *Vrai chic parisien*. C'est la mafia!

Anne Vanderlove

ONZE ans, depuis ce gala du groupe Louise Michel de mai 68 et le moment où je pose sur mon tourne-disque le nouveau 33 tours d'Anne Vanderlove. Onze ans d'occultation d'un talent par les media aux ordres du chobisme us-à-vis d'une artiste ayant rompu avec le « milieu », imprésarios, producteurs, programmateurs...

Un disque à faire écouter à vos enfants (vous vous régalez), composé de chansons alertes : *Chat, chat, montre-toi - La grenouille et le roi - Sur le chemin de l'école, etc.*

Tiens, les gens de cette planète ont de drôles de manières moi, je vous dis, corne verte vive l'école buissonnière!!!

de chansons nostalgiques, comme *Vole, vole, bel oiseau vole :*

La vie passe si vite et s'en va et tu ne sais ni d'où tu viens, ni où tu vas si tu hésites, ne tarde pas la vie passe si vite et le temps ne t'attendra pas

ou encore pacifistes comme *Gai, gai, vive la guerre. Et pour finir, un très beau texte s'attaquant à toutes les prisons, censures, interdits, et revendiquant le droit à l'expression régionale et à une société libertaire, dans un langage toujours accessible à de jeunes enfants. Un grand merci, Anne, pour ce disque.*

Patrick (Gr. Sevran-Bondy)

* Pour se procurer le disque, écrire à C.A.S.E., 11 Bd. Arago - 22 000 St-Brieuc.

VÉCU

Impressions furtives au pays de l'autogestion titiste

suite de la page 4

favorisé chez lui une certaine exacerbation des sentiments nationalistes, par ailleurs traditionnellement développés dans toute la péninsule balkanique. On aime d'ailleurs rappeler ici que la Yougoslavie s'est libérée seule du joug fasciste, à l'opposé des autres démocraties populaires nées du conflit mondial, tout comme on insiste sur la sensibilité particulière dont ont toujours fait preuve les communistes yougoslaves au cours de leur histoire.

C'est ce que me dira d'ailleurs un vieux militant, ancien conseiller d'Etat, aujourd'hui vieilli par une vie dont le tiers n'a eu pour horizon que les murs d'une prison, avant la seconde guerre mondiale. Il connaît bien la France et y était entre deux incarcérations, de 1913 à 1920. Le Quartier Latin, les Premiers Mai où il déférait avec un groupe d'exilés. Re-prison. Rencontre avec les leaders du socialisme français, dont Cachin et Frossard. Retour en Yougoslavie. De nouveau la prison puis la clandestinité. Itinéraire classique pour ceux de sa génération...

Conseil ? Vous avez dit conseil ?

Mon copain me résume fort bien l'état actuel des forces politiques de son pays en faisant finement remarquer qu'il y a aujourd'hui deux types de communistes en Yougoslavie : ceux qui sont au Parti (un million et demi d'adhérents)... et tous les autres! Aujourd'hui, il n'est plus stalinien (« C'était une période... ») mais l'URSS lui semble toujours être « une réalisation prolétarienne » (ravi de l'apprendre). La Yougoslavie, à son avis, en est loin : un capitalisme camouflé, même si « le pouvoir ouvrier est réel ». Ça, c'est intéressant... « Tu sais, le conseil ouvrier a vraiment tout le pouvoir dans l'entreprise. Il fixe les salaires, peut révoquer le directeur à sa guise... Mais il n'y a aucune coordination réelle à la base ». Alors ? « Alors, c'est la pagaille! Mais ce n'est peut-être pas dû au socialisme. Plutôt au... caractère balkanique! ». Rires.

Mais la suite de la conversation me révèle bien d'autres choses. Le conseil ouvrier a en fait bien souvent à sa charge la réalisation de tâches pour le moins... délicates : baisses de salaires, licenciements de travailleurs (ou : comment se retrouver démocratiquement dans les choux...). Pratique et pas cher : on évite les heurts ainsi occasionnés dans les pays capitalistes. De plus, dans la pratique, le Conseil est la plupart du temps pris en main par les militants du Parti, bien entendu très liés à leurs instances supérieures. Et qui dirige l'Etat ? Le Parti. A vous de conclure...

Drapeau noir

Flânerie dans le quartier universitaire. On me montre l'immeuble de la faculté de Philosophie occupé en 1968 par les professeurs et les étudiants. La manifestation de solidarité (plusieurs milliers de personnes montées des quartiers de Novi-Béograd où fleurissent les HLM standardisés) fut violemment chargée par la police. Cent cinquante arrestations. Fin de l'intermède.

Je regarde la faculté, puis la rue, puis de nouveau et subitement la fac. Et je comprends alors ce qui a attiré mon regard la première fois : au-dessus du hall flotte un immense drapeau noir! Remets-toi, coco. L'air faussement ingénu, je demande : « C'est quoi, ça ? ». Merde : un prof de philo est mort et la fac est en deuil... Espoir fou, espoir déçu. Au pays de l'autogestion titiste, le drapeau noir est synonyme de mort.

Le soir même, on me présente un journaliste de l'organe du Comité Central de la Ligue des Communistes de Yougoslavie -

rien que ça. Nom du journal : *Borba* (la lutte). Nom du journaliste : pardonnez ma discrétion, encore un anonyme.

Il parle (admirablement) un français balzacien et attire immédiatement la sympathie. Il m'invite à dîner dans un restaurant de ce qu'il appelle « le Montmartre yougoslave » et la discussion roule sur le sujet ici passe-partout : la politique. Question : « Mon cher ami, dites-moi, travaillez-vous dans une organisation politique ? » Prudence : je n'ai guère envie de bloquer la discussion.

— « Eh ben, euh... »
— « Vous êtes modeste. J'aurais votre âge aujourd'hui, je serais dans le groupe *Bader-Meinhof!* ». Pas moi. Je finis par me dévoiler. « C'est bien » dit-il, enchanté.



Il n'a visiblement rien d'un bureaucrate ni d'un homme d'appareil. Il passe d'ailleurs son temps à les ridiculiser : comme dans tous les pays « de l'est », la critique politique passe souvent par la plaisanterie, ici finement cultivée. Mon journaliste s'en donne à cœur joie : « Tito est un bon chasseur (ce qui est d'ailleurs vrai) mais un jour en Serbie, il a manqué un canard sauvage. Un haut fonctionnaire qui l'accompagnait lui a alors dit, dans le plus pur style descente de lit : « comme c'est étrange, même rempli de plomb, il continue à voler! » Une autre! Une autre! « Savez-vous que le testament de Tito commençait par ces mots : *Si, par le plus grand des hasards, je venais à mourir...* » Un ami poète du journaliste, un peu ivre, vient fournir la troisième blague de la soirée en lui demandant : « Dis, qu'est-ce que ça signifie cette délégation du Parti reçue aux USA ? ». Mon journaliste, qui ne croit visiblement pas un mot de ce qu'il va dire, vu son sourire, lui répond : « Coexistence pacifique. Preuve d'amitié et de coopération entre nos deux peuples... » Le poète, inspiré par une muse un peu spéciale : « Alors, dis-moi comment qualifier le pacte germano-soviétique de 39! » Tout le monde se tient les côtes. Et se ressert à boire. Un peu trop d'ailleurs : le journaliste tient absolument à monter sur sa chaise et à chanter (« en votre honneur, camarade ») une chanson anarchiste russe. La milice passe, regarde, se taille...

La discussion continue. Oui, il y a une forte hiérarchie des salaires et des inégalités criantes entre les diverses républiques fédérées (Slovénie opulente, Monténégro misérable). Oui, il y a une forte hausse des prix : le ministre des Finances, Pestar Kostic, vient d'annoncer que le coût de la vie a augmenté de 13,9% entre décembre et juillet (par rapport au même mois de l'an dernier, la hausse est de 24,3%...). Oui, il y a beaucoup de chômage : les jeunes sont les plus touchés et se débrouillent en bossant à droite à gauche. Beaucoup émigrent. Oui, il y a toute facilité

pour lire Bakounine ou Trotsky (surtout dans les bibliothèques). Oui, le PC est le seul parti autorisé. Non, il n'y a pas d'organisations clandestines, même en Croatie (quelques actes de terrorisme de Croates revenus de l'exil et toujours aussi fascistes). Et pourtant les procès politiques sont fréquents : chaque année amène sa vague de répression contre les Oustachis (fascistes croates), les kominformistes (stalinistes) et les... « anarcho-libéraux ». Seul Djilas semble jouir d'une certaine facilité de parole : on le voit souvent se promener dans les jardins de la ville en compagnie de journalistes américains ou anglais, « mais c'est un démagogue ».

N'en jetez plus, la cour est pleine. L'épisode de la chanson m'a presque fait oublier qu'il faut tout de même être prudent. C'est le journaliste qui me le rappelle. En me rattachant, nous passons à l'imprimerie de son journal. Je me suis lancé dans une longue explication de nos théories politiques. Il écoute attentivement. Mais, rentrés dans les locaux, il souffle : « Maintenant, il faut se taire! » Je ne l'ai jamais revu et n'ai pas réussi à savoir... s'il était vraiment communiste!

Vélos et limousines

Le lendemain, mal remis de mes émotions et la bouche un peu pâteuse, c'est un jeune architecte qui m'emmène dîner. J'apprends avec lui que la jeunesse se fait totalement de la politique et de l'autogestion, qu'elle préfère se fringuer, danser : le disco, comme partout ailleurs, fait fureur et la grande mode, c'est d'aller claquer son fric en fringues à Trieste, de l'autre côté de la frontière italienne. Un peu se camé : la grande toxicomanie est peu répandue mais existe, surtout ici, à Béograd, lieu de passage des trafiquants entre la production du Moyen-Orient et les pays d'Europe occidentale. Mais il y a tout de même un petit espoir : les groupes de femmes se sont multipliés ces dernières années. Certains sont liés au Parti mais pas tous.

Lors de la discussion, il me glisse un peu rapidement : « Moi, je serais plutôt (il baisse la voix) anarchiste. Ça ne te choque pas au moins ? »

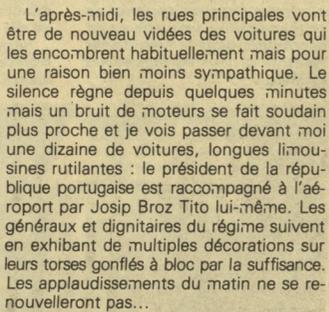
— Non, pas au sens où tu pourrais le croire. Pourquoi ?

— Tu sais, ici, la liberté... On n'est pas moins libre que toi en France mais pas plus non plus(1). On doit pouvoir aller plus loin »

L'anarchisme, une idée vague, un lointain espoir mêlé d'un romantisme un peu idéaliste : ça ne va pas beaucoup plus loin pour mon nouveau copain. Mais il ajoute : « Je pense que c'est ça le véritable socialisme. Quant à savoir si c'est possible ici... ». On parle longtemps et le garçon finit par nous mettre dehors, gentiment, à 3 h du matin. Malheur : le chauffeur du taxi se prend pour Fangio. Crissements de pneus... Sur un mur, une inscription : « PUNK ». Il me dit qu'il y en a quelques-uns ici. Lui aime le jazz et m'assure que, au moins à Béograd, on est loin du désert culturel qu'il a pu rencontrer dans la Bulgarie qu'il a visitée. C'est d'ailleurs un fait que, dans toute la Yougoslavie, les traditions populaires (musicales surtout) sont encore très vivantes. Il me quitte en me disant : « Demain matin, promène-toi dans la ville. Tu verras quelque chose qui te surprendra peut-être ». Pas moyen d'en savoir plus. La surprise, quoi...

Ça, pour être surpris, je le suis. Je flâne depuis une heure et commence à me demander ce que je pourrais bien faire, quand tout à coup je vois déferler à travers la rue... des milliers de manifestants en bicyclette! La raison de la manif ? La plupart des grands axes de la capitale sont interdits aux vélos (vu la conduite de mon chauffeur de la veille, ça ne m'étonne pas trop!) et les écolos locaux entendent bien y remédier. A l'origine de la manif, un groupe d'étudiants qui n'a pas manqué de culot : ils sont allés voir des journalistes du quotidien *Politika* (journal indépendant du Parti, énormément lu ici - tiens! - et que l'on pourrait comparer au *Monde*) et leur ont exposé leur projet. Les journalistes ont été emballés et pendant plusieurs semaines le rassemblement a été annoncé, expliqué et préparé dans les colonnes du journal. Succès sur toute la ligne : un monde fou qui emprunte systématiquement les artères interdites, des tonnes d'applaudissements qui montent de la foule des badauds, deux flics en motos qui suivent une ambulance et qui, ravis de leur promenade, rythment les slogans avec leurs klaxons.

L'après-midi, les rues principales vont être de nouveau vidées des voitures qui les encombrant habituellement mais pour une raison bien moins sympathique. Le silence règne depuis quelques minutes mais un bruit de moteurs se fait soudain plus proche et je vois passer devant moi une dizaine de voitures, longues limousines rutilantes : le président de la république portugaise est accompagné à l'aéroport par Josip Broz Tito lui-même. Les généraux et dignitaires du régime suivent en exhibant de multiples décorations sur leurs torsos gonflés à bloc par la suffisance. Les applaudissements du matin ne se renouvelleront pas...



L'une des dernières visions que j'aurai de Béograd sera celle des deux résidences de Tito. Vous imaginez le leader du socialisme « autogéré » logé à la même enseigne que ses camarades (2) ? Détrompez-vous : ces demeures (3) ont tout de l'habitat d'une star hollywoodienne des années 50. Je le fais remarquer à mon chauffeur de taxi. Il sourit et dit : « Plutôt Tsar que star... »

L. (Gr. Commune)

P.S. : J'ai eu le plaisir de trouver sur place une revue du Parti traitant - pendant 70 pages - de l'anarchisme et du terrorisme et donnant deux textes de Emma Goldman et d'A. Berkman. Autant que je puisse en juger, les articles ne semblent pas être des monuments de bêtise et de diffamation. Mais mes connaissances de serbo-croate ne sont pas assez profondes pour une bonne traduction. Y'aurait-il un lecteur qui pourrait... ?

(1) A propos de « liberté » : je n'ai pu recevoir de lettres de France lors de mon séjour. Des amis yougoslaves m'ont expliqué que depuis quelques mois le retard s'accumulait sur le courrier de l'étranger. Pas d'explications officielles fournies mais on sait que tout ce courrier est bloqué et surveillé, du matériel de propagande (tracts et brochures) a en effet été découvert dans des lettres apparemment anodines...

(2) Le logement est gratuit et fourni par l'entreprise ou la commune. Ce qui n'empêche pas les inégalités criantes de se développer...

(3) Tito ne possède ainsi pas moins de 25 propriétés réparties dans tout le pays : ski en Slovénie, chasse en Serbie, pêche sur l'Adriatique, soleil en Dalmatie... Un vrai dépliant d'agence de voyages.